



INTERNATIONAL mardi 12 juin 2012

Six ans après sa mort, l'héritage de Pinochet continue de diviser le Chili

Cécile Barbière

> Amérique du Sud L'organisation dimanche d'un hommage au défunt dictateur a provoqué de violents affrontements dans la capitale

«El Salvador de Chile! («le sauveur du Chili»)», s'exclame une femme en brandissant face caméra une image de l'ancien dictateur (1973-1990). Ce dimanche 10 juin, ils étaient un peu moins de 2000 à s'être réunis au Théâtre Caupolitano de Santiago du Chili pour rendre un hommage controversé à Augusto Pinochet.

Militaires à la retraite et autres adeptes de l'ancien commandant en chef des forces armées, tous étaient rassemblés pour assister à la première diffusion publique du documentaire Pinochet, un film partisan rendant hommage à «l'immense œuvre de reconstruction et de modernisation du pays réalisée par l'administration de Pinochet».

Au sein de ce rassemblement de nostalgiques des années Pinochet, certains, à l'image de Chris, sont pourtant trop jeunes pour avoir connu la dictature. Mais ce dernier arbore fièrement un maillot de foot sur lequel il a fait inscrire le nom de son héros et le numéro 73, référence à l'année du coup d'Etat. «Je n'ai peut-être pas connu cette époque, mais je sais que le Chili est ce qu'il est aujourd'hui grâce à la politique de Pinochet», déclare-t-il avec assurance.

Il n'est pas le seul au Chili à défendre l'idée que les réformes libérales opérées sous la houlette de Pinochet ont permis l'essor économique du pays. «Et aussi d'éviter le péril marxiste et le sort de Cuba», ajoute Chris. Pinochet reste une figure héroïque, non seulement auprès de ses aficionados les plus dévoués, mais il garde aussi une certaine ambivalence auprès des acteurs du secteur économique. Ces derniers lui reconnaissent la paternité du «miracle chilien», boom économique du pays pendant les années du régime autoritaire.

«Autre vérité historique»

Ce sont d'ailleurs ces convictions que porte au pinacle le documentaire de près de deux heures, en retraçant le contexte politique précédant le coup d'Etat du 11 septembre 1973, la chute du président socialiste Salvador Allende et la politique économique de la junte militaire. Pour faire émerger une «autre vérité

historique», il passe aussi sous silence les quelque 37 000 arrestations arbitraires et cas de torture ainsi que les 3236 exécutions sommaires ou disparitions.

Vingt ans après la fin de la dictature et six ans après les funérailles d'Augusto Pinochet qui avaient attiré plusieurs dizaines de milliers de Chiliens, cette manifestation est la première d'ampleur nationale. Elle a été organisée à l'initiative de l'association Corporation 11 Septembre, une faction d'anciens militaires et partisans extrémistes du dictateur baptisée en référence au jour du putsch. Ils œuvrent entre autre pour la libération des quelque 70 militaires emprisonnés pour violation des droits de l'homme et la reconnaissance de l'héritage du défunt dictateur.

Face à la polémique nationale provoquée par l'hommage public et les appels répétés des associations de défense des droits de l'homme et des familles des victimes de la dictature pour interdire la projection, le gouvernement de Sebastian Piñera est resté ferme. Il a déclaré ne pas soutenir la manifestation, tout en soulignant qu'aucune loi ne pouvait empêcher son déroulement. Pareil hommage n'en a pas moins choqué l'opinion. Dimanche toute la journée, des heurts violents ont opposé des centaines d'anti-Pinochet à la police.

Sujet sensible

Le sujet «Pinochet» reste plus que sensible au Chili et les dérapages provoquent régulièrement des tollés. Récemment, ce sont quelque 1200 disparus sous la dictature qui se sont retrouvés sur les listes électorales à la faveur d'un nouveau système d'inscription automatique. Un cafouillage dû au fait que ces derniers n'ont jamais été déclarés officiellement décédés.

En janvier, le gouvernement avait décidé de remplacer le terme de «dictature» par celui de «régime militaire» dans les livres scolaires. Face à la levée de boucliers, il fait finalement marche arrière, préférant laisser ce choix terminologique épineux aux historiens...

En novembre dernier, c'est Cristian Labbé, le maire de Providencia, une commune de Santiago, qui avait soulevé la controverse en organisant un hommage public au brigadier Miguel Krassnoff Martchenko, condamné pour 23 cas de violation des droits de l'homme durant le régime militaire.